

IÑAKI ECHANIZ

Député de la 4e circonscription des Pyrénées-Atlantiques



LETRE D'INFORMATION

N°15 - OCTOBRE 2023

Le mois d'octobre est celui de l'examen, en commission comme en séance, des textes budgétaires. Parfois retenu à Paris par les débats, le mois fut tout de même riche en circonscription.

<< UN DÉPUTÉ EN CROISADE POUR LE LOGEMENT >>

LCP m'a suivi sur sur le terrain, de Bayonne à Accous

Depuis mon élection je me bats pour que la puissance publique réponde à la crise du logement qui touche notre pays.

Je me bats pour un logement digne et durable pour tous et partout.

Du Pays Basque aux Vallées Béarnaises les habitants n'arrivent plus à se loger à cause du manque de biens, de la hausse des prix et des taux d'intérêt et du nombre croissant d'Airbnb et de résidences secondaires.

LCP m'a suivi sur le terrain de Bayonne à Accous avec Alda, des habitants et élus locaux.

AUTOMNE BUDGÉTAIRE

Retour sur l'examen des textes budgétaires PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

Tous les automnes, le Gouvernement soumet au vote du Parlement les projets de loi présentant les orientations budgétaires pour l'année à venir, Projet de loi de finances pour 2024, Projet de loi de financement de la sécurité sociales, projet de loi de finances rectificative pour 2023... se succèdent en commissions et dans l'hémicycle. Le Gouvernement puisqu'il ne peut s'appuyer que sur une majorité relative fait un usage répété de l'article 49-3, muselant ainsi le débat.

Pour défendre les sujets qu'ils portent, les députés de l'opposition investissent ainsi massivement les commissions au sein desquelles les textes sont examinés avant d'arriver dans l'hémicycle. Retour sur mes prises de positions, nos victoires et nos revers.

Sur la première partie du Projet de loi de Finances pour 2024 (PLF 2024) qui concerne les recettes de l'État,

J'ai porté en Commission des finances un amendement pour maintenir le financement des SOFICA, sociétés anonymes qui collectent des fonds privés destinés exclusivement au financement d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles. Il a été conservé après l'utilisation du 49-3.

Nous avons fait adopter un amendement pour empêcher le Gouvernement de diminuer la portée du Prêt à Taux Zéro. Nous devons permettre à tous les Français éligibles d'en bénéficier dans leur projet immobilier. La situation est trop grave pour supprimer ce dispositif essentiel !

En revanche, l'amendement transpartisan que nous portons par Annalig Le Meur qui visait à réformer la fiscalité des meublés de tourisme a été rejeté en Commission des finances. En vue de l'examen en séance, 312 parlementaires, soit une majorité absolue, l'avaient déposé. Malgré des désaccords sur d'autres sujets, plusieurs ministres dont celui du Logement soutiennent et reconnaissent mon combat sur le sujet mais l'amendement ne figure pas dans ceux retenus à l'issue du 49-3.

Non seulement le gouvernement refuse d'aligner la fiscalité des meublés de tourisme avec la location longue durée mais EN PLUS il exempte ces mêmes meublés de la TVA...alors que le Conseil d'État a jugé cette exemption contraire à une directive européenne.



Sur la seconde partie du Projet de loi de Finances pour 2024 (PLF 2024) qui concerne les dépenses de l'État, les dispositions sont réparties en différentes missions budgétaires d'abord examinées dans la commission compétente dite pour avis puis en commission des finances et enfin dans l'hémicycle.

LOGEMENT

Alors que nous parlions du budget en faveur du logement, secteur qui subit une crise profonde, la majorité applique la politique de la chaise vide et ne respecte pas le débat parlementaire car elle sait que le Gouvernement passera derrière avec le 49.3 !

En Commission des Affaires économiques puis en Commission des finances, j'ai porté et fait adopter, avec mes collègues socialistes, de nombreux amendements. Par exemple, nous avons voté un plan d'urgence de relance du logement locatif social à hauteur de 1,3 milliard d'euros pour loger les 2 millions de demandeurs de logements sociaux.

CULTURE

Le budget du ministère de la Culture est réparti en différentes missions sur lesquelles je me suis investi et prononcé au nom du groupe Socialistes et Apparentés. Nous avons fait adopter un amendement pour soutenir les scènes de musiques actuelles alors qu'elles paient à se remettre du Covid et connaissent de grandes difficultés financières notamment à cause de l'inflation. Nous espérons que ces avancées obtenues en commission ne seront pas balayées d'un revers de la main lors du recours au 49.3. Il serait regrettable de ne pas conserver un accord aussi consensuel. Sans nous opposer frontalement aux crédits de la mission Culture dont nous avons souligné l'augmentation mais refusant d'y consentir pleinement eu égard aux inquiétudes susmentionnées, le groupe Socialistes et Apparentés s'est abstenu.

Notre amendement transpartisan #JDD pour conditionner les aides de la presse à un droit de véto des journalistes sur la nomination du directeur de la rédaction a été rejeté à 1 voix près en commission des affaires culturelles... le combat continue ! En plus de ce revers et à la suite de la suppression rapide et bancale de la contribution à l'audiovisuel public, le financement de l'audiovisuel public reste incertain et reflète la politique menée par le Gouvernement depuis 2017 qui, bien que ceux de cette année soit en légère augmentation, a drastiquement réduit les crédits accordés à l'audiovisuel public. Pour dire notre inquiétude quant à l'avenir donné à son financement, le groupe Socialistes et Apparentés votera contre les avances à l'audiovisuel public.

Enfin, bien que les crédits de la mission Médias, livre et industries culturelles soient également en hausse, nous avons voté contre face à l'absence de garanties de financement pour le Centre national de la Musique. Nous regrettons que l'engagement de Président de la République sur la création d'une taxe streaming n'ait pas été suivi d'effets et que le financement de la filière musicale soit soumis au bon vouloir des plateformes.

ÉDUCATION

En appui de ma collègue Fatima Keloua-Hachi, j'ai défendu les positions du groupe socialiste sur le budget de l'Éducation nationale en commission des finances. Nous avons par exemple voté 30 millions de crédits pour revaloriser les AESH ! C'est encore trop peu mais 136 000 AESH pourront toucher 220€. Cet amendement n'a pas été adopté en séance, nous appelons le Gouvernement à le conserver post 49-3 ! Nous avons obtenu des crédits pour la santé scolaire. Nous avons également fait supprimer l'article qui prévoyait de créer des PAS pour remplacer les PIAL, déjà décriés et ainsi déposséder la MDPH de ses prérogatives. Non à une logique comptable dans la prise en charge des enfants en situation de handicap.

Malgré l'obtention de ces avancées, les manques sont criants. Le PLF prévoit de supprimer 2700 postes d'enseignants et ne prévoit aucun poste supplémentaire des personnels médico-sociaux et de vie scolaire. Nous avons donc rejeté les crédits insuffisants de la mission Enseignement scolaire.

JUSTICE

Nous avons défendu la nécessité de donner du sens à la peine en donnant accès à une formation, de faire de la protection judiciaire de la jeunesse une priorité et de développer la justice restaurative qui sera au cœur de la justice de demain !

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Dans le cadre du débat budgétaire sur les finances des collectivités locales du vendredi 20 octobre 2023 je me suis exprimé à la tribune de l'hémicycle au nom du groupe Socialistes et Apparentés.

Ce fut pour moi l'occasion d'évoquer une nécessaire refonte des dotations aux collectivités locales, les propos polémiques de la majorité sur l'évolution de la taxe foncière et la responsabilité des conseils municipaux, l'évolution à la baisse des enveloppes DETR, l'impact de la crise du logement sur les finances des collectivités ou encore les problématiques liées au projet « Foncier Innovant », sujet sur lequel certains élus locaux m'ont fait parvenir des motions votées en Conseil municipal.

Sur ce dernier point, nous avons rencontré avec ma collègue Christine Pires Beaurne les représentants de l'intersyndicale locale et nationale des finances publiques. Un courrier au ministère des Finances est en préparation afin d'alerter plus précisément sur les risques liés à ce projet.

POUR EN SAVOIR PLUS, RENDEZ-VOUS SUR LES LIENS SUIVANTS !

- BUDGET JUSTICE
- BUDGET ÉDUCATION
- FISCALITÉ AIRBNB
- COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

De plus en plus de Françaises et de Français n'arrivent plus à vivre de leur travail, quand ils en ont un ; ne parviennent plus à se loger ; n'accèdent plus à une éducation et à des soins de qualité. Les réponses à ces réalités, symptômes d'une réelle crise sociale, sont une nouvelle fois absentes des budgets de l'État et de la Sécurité sociale présentés par le Gouvernement. Pourtant, un autre budget, contre la vie chère, est possible. Celui que nous présentons aujourd'hui ne rend pas la totalité de ce que nous ferions si nous étions en responsabilité, ni l'intégralité des amendements que nous avons déposés. Fidèle à nos engagements, il vise plutôt à mettre en évidence, dans un contexte où le débat parlementaire est tronqué par le recours compulsif aux 49.3, nos réponses à 5 urgences et à 2 priorités pour 2024, que le Gouvernement refuse de prendre en compte.

NOTRE BUDGET CONTRE LA VIE CHÈRE

À L'ASSEMBLÉE

Dans le cadre du groupe d'études pastoralisme, j'ai interrogé la Secrétaire d'État, Sarah El Haïry

Le jeudi 19 octobre, le groupe d'études pastoralisme auditionnait Sarah El-Haïry, secrétaire d'État à la Biodiversité.

Les apports éco-systémiques du pastoralisme sur la biodiversité ont été rappelés au cours des échanges. Au sujet de la prédation, Sarah El Haïry, a souligné les pistes expérimentales ouvertes pour de nouvelles méthodes d'effarouchement. J'ai pu réaffirmer la spécificité des Pyrénées-Atlantiques avec une double prédation, de l'ours et du loup.

J'ai également rappelé l'importance d'inscrire la transhumance au patrimoine mondial de l'Unesco.

Enfin, j'ai interrogé à ce sujet lors de la précédente réunion du groupe d'études, Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture, m'avait répondu vers la secrétaire d'État, j'ai donc de nouveau abordé la question de la création du PNIR Montagne Basque. Sarah El Haïry s'est montrée intéressée et son cabinet a pris contact avec Ande Sainte-Marie, conseiller régional portant ce sujet.

Retour sur les auditions en Commission des affaires culturelles et de l'éducation

Le 10 octobre, la Commission auditionnait, de façon commune, différents représentants des radios privées. Je les ai questionnés sur la prise en compte des créations artistiques en langues régionales. Cette intervention fait suite à un courrier adressé avec mon collègue Paul Molac au président de l'ARCOM.

Les artistes ayant fait le choix de s'exprimer en langues régionales subissent, en effet, une réelle discrimination qui revient à notre Constitution selon laquelle « les langues régionales appartiennent au patrimoine de France ». Elles ne doivent pas, à ce titre, être confinées à leur aire géographique d'origine mais diffusées sur l'ensemble du territoire.

La création musicale en langues régionales ne bénéficie pas, faute de dispositions précises la concernant spécifiquement, des engagements de l'ARCOM en faveur de la chanson française. En effet, les radios privées doivent diffuser au moins 40% de chansons d'expression française devant être, pour moitié à minima, issues de nouveaux talents ou de nouvelles productions. Or, la part devant être consacrée aux chansons régionales n'est pas précisée. Partie intégrante de la diversité culturelle française, ces dernières sont ainsi invisibilisées.

Au cours du dernier mois, nous avons également auditionné Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions. J'ai pu l'interroger sur la lutte contre la désinformation à la suite de la fake news qui a touché un collège de Pau et qui fut notamment alimentée par le Rassemblement national.

BILAN OCTOBRE EN CIRCONSCRIPTION

Course Octobre Rose à Oloron
Foire au fromage de Laruns

01/10 **05/10**

Conseil de surveillance hôpital d'Oloron - Bimboise de chrétienne du CE Messier aux virades de l'espoir

40 ans de la coopération Axuria
Chérateu - Match Mauléon-Nararria

07/10 **11/10**

HÔPITAL D'OLORON : Manifestation - Inauguration de l'école d'aides soignants et des travaux - Rendez-vous avec l'ARS Nouvelle-Aquitaine

Rendez-vous avec la CCI Pays Basque
Bilan de la rentrée scolaire avec la rectrice

13/10

MOBILISATION AUX CÔTÉS DU PERSONNEL DES USAGERS ET DES ELUS LOCAUX POUR FAIRE ENNOUVEAU ENTENDRE LA NÉCESSITÉ DE METTRE LES MOYENS FINANCIERS ET HUMAINS NÉCESSAIRES POUR OFFRIR UNE PRISE EN CHARGE DE QUALITÉ POUR LES PATIENTS ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIGNES POUR LES PROFESSIONNELS. EN PARALLÈLE, LE DIRECTEUR DE L'ARS A ACCÉDÉ À MA DEMANDE DE FINANCER L'ACHAT D'UN MAHMOGRAPHIE, QUI VA NOTAMMENT PERMETTRE D'ACCÉDER AU DÉPISTAGE DES CANCERS DU SEIN.

Inauguration de la mairie de Béhasque-Lapiste - Inauguration de la mairie de Merleins

14/10

Inauguration de l'école de Larrau - Match FC0-Nararria

21/10 **22/10**

Cérémonie commémorative au camp de Gurs

Rendez-vous avec l'Adapei4 et visite de l'IME l'Espoir - Rendez-vous avec Domo Franco - Pléinière du conseil municipal

23/10

J'AI PU, DANS LE CONTEXTE D'UNE VISITE DE TERRAIN, PRENDRE LA PAROLE LORS DE CETTE BIRENDE. RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DE MON DISCOURS, EN CLIQUANT CI-APRÈS !

Concours régional de tir à l'arc

29/10

- Rendez-vous individuels, associatifs et syndicaux à la permanence

IÑAKI ECHANIZ - 4E CIRCONSCRIPTION DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

MON DISCOURS

PROCHE ORIENT

Lundi 23 octobre s'est tenu un débat dans l'hémicycle au sujet de la situation au Proche-Orient. À l'issue de la déclaration du gouvernement, Boris Vallaud, président du groupe parlementaire Socialistes et Apparentés a rappelé, à la tribune de l'Assemblée, notre position et a demandé aux autorités françaises et européennes de prendre des initiatives pour une paix juste et durable.

Nous appelons au respect du droit international et demandons des négociations immédiates pour un cessez le feu comme António Guterres, le secrétaire général des nations unies.

« L'armée israélienne doit viser le Hamas pas les Palestiniens [...] Le peuple palestinien n'est pas le Hamas. Les civils palestiniens ne sont pas le Hamas et disons-le les enfants et sont les mêmes à Gaza ou à Kfar Aza. Chaque vie compte ».

DISCOURS DE BORIS VALLAUD

MA DERNIÈRE QUESTION ÉCRITE

IÑAKI ECHANIZ
Député des Pyrénées-Atlantiques

MA QUESTION AU MINISTRE DU TRAVAIL

MOYENS DÉVOLUS À L'EXPÉRIMENTATION "TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEURS"

LES ACTIVITÉS DE LA TERRITOIRES HABILÉES SONT INDIQUÉES CI-DESSOUS À LA SUITE DU TABLEAU DE LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE LOCALE PRIS EN COMPTE. LA HAUSSE DE CHIFFRE D'AFFAIRES DE 10% AVEC CE DISPOSITIF D'INSERTION EST, DE FAIT, LE BILAN DE PRÈS DE 4 000 PARADES.

CETTE HAUSSE BÉNÉFICIE À UN MOIS DE PLUSIEURS MILLIERS D'ÉPARGNANTS ET À UN MOIS DE PLUSIEURS MILLIERS DE SALARIÉS. LE BILAN DE PRÈS DE 4 000 PARADES.

CETTE HAUSSE BÉNÉFICIE À UN MOIS DE PLUSIEURS MILLIERS D'ÉPARGNANTS ET À UN MOIS DE PLUSIEURS MILLIERS DE SALARIÉS. LE BILAN DE PRÈS DE 4 000 PARADES.

CETTE HAUSSE BÉNÉFICIE À UN MOIS DE PLUSIEURS MILLIERS D'ÉPARGNANTS ET À UN MOIS DE PLUSIEURS MILLIERS DE SALARIÉS. LE BILAN DE PRÈS DE 4 000 PARADES.